

ACTION RUE BEAUVAU

Compte rendu du 22/12

Aujourd'hui (22/12/2018) s'est tenue pour la première fois à rue Beauvau, une action « sur place » visant à améliorer les conditions des « sinistrés », délogés pour un habitat « digne ». En effet, des personnes (voir même une majorité) vivent actuellement dans des **conditions DEPLORABLES**. En cette période de fêtes, en plus de n'avoir plus d'appartement et d'intimité, certaines FAMILLES sont entassées dans des chambres d'hôtels, sans aucun moyen de se faire à manger, sans frigo,...ce qui représente un coût astronomique pour tous les délogés qui ne peuvent donc plus manger à leur faim ! Des lycéens sans manuels scolaires depuis plus d'un mois ... Des personnes malades ne mangent pas correctement et ne prennent plus leurs traitements médicaux... Souvent isolées, elle ne se manifestent que peu ou plus et sont donc laissées à l'abandon. Aucun service ne les appellent, pire : il n'y a rien pour eux...

Elles sont clairement **EN DANGER** !

Et en plus de tout cela, des arrêtés de périls qui n'arrivent pas et sont « bloqués » on ne sait où malgré le passage des experts. Des loyers qui restent dus et doivent être payés par les locataires (alors que nous devons aussi prendre en charge des repas tous les jours, à nos frais). Sans parler de ceux qui détiennent ce « fameux » péril et qui sont invités à trouver eux même des solutions – bien que la SOLIHA (spécialisé dans le relogement) ai été mandatée depuis plus de 10 jours soi-disant dans ce but...

Il y a **URGENCE** (depuis plus d'un mois et demi..) dans la 2ème plus grande ville de France !!

RIEN ne change, sur le terrain aucune des mesures annoncées ne sont réellement prises et/ou connues par les tous les acteurs de cette crise... confusion générale, attente interminable, les situations individuelles des délogées s'empirent de jour en jour...

Comment ça s'est passé ?

Le rendez vous était donné pour 10h rue Beauvau. Des journalistes avaient été prévenus la veille par le collectif afin de les informer de la démarche.

Les agents de sécurité craignaient de « tous » (une dizaine de personnes) nous faire entrer (pour la plupart des personnes âgées ou famille)... Prouvant notre pacifisme, nous avons ensuite été « invités » à rester dans le hall d'accueil afin de donner nos « revendications ». Mme BRUN, responsable de la cellule Beauvau, ainsi que les salariés et bénévoles, nous a alors entendus dans ce hall.

Nous avons donc demandé :

- des conditions humaines d'hébergements dès maintenant !

Hier les délogés ont appris que la plupart des hôtels était prolongé jusqu'au 15/01/2019.

Aucunes améliorations en vue, aucun espoir d'avoir un appart hôtel pour cette fin d'année, **des relogements accélérés (il est temps!) dans des logements décents (temporaires ou définitifs) ou au pire des cas dans des appart'hotels** dans lesquels il y a possibilité de faire à manger et conservé la nourriture au frais. Les repas commencent à peser sur les finances des personnes relogées à l'hôtel...

Elles ne sont plus en mesure de manger « dehors » et les repas sodexo prévus par la Mairie sont inacceptables.. et accessibles sur des horaires qui ne sont pas du tout adaptés aux personnes (qui travaillent) donc beaucoup de personnes ne mangent pas à leur faim.

- Des aides financières adaptées à la situation exceptionnelle afin de pouvoir se nourrir:

Actuellement les aides sont donné au cas par cas et non généralisée, certains ont, d'autre pas ou pas pareil ...pour des situations similaires (qui ont les mêmes ressources)...Les personnes hébergées en hôtel « simple » n'ont plus les moyens financiers de manger « dehors » et se retrouvent dans des situations financières de plus en plus précaires. Il faut plus d'aides adaptées aux situations des personnes et des familles.

- Des conditions d'hébergement et alimentaires correctes ET SANS DÉLAI pour les personnes malades

Plus d'hôtels « simples » pour ces personnes en danger physique imminent !. La mairie avait dis avoir identifié le besoin et y remédier au plus vite... Or ces personnes sont TOUJOURS dans des hôtels sans frigo, sans moyens de cuisiner... C'est une urgence vitale, nous sommes venus alerter les service de la rue Beauvau sur **ces situations d'urgences qui doivent être traité sans délai.**

A noter : des écarts et incohérences ont été relevé par les délogé.es. Il semblerait que les aides soient distribuer de manière assez « hasardeuses » Ceci serait du à la confusion et au manque d'informations entre les différents services. (bien qu'ils se réunissent quotidiennement)

- Être logés dans les appart'hôtels disponibles sur Marseille :

Des appels ont été passé aux appart'hôtels dans différents secteurs de Marseille un peu plus tôt dans la matinée afin de connaître leurs disponibilités. Ils nous ont indiqué pouvoir recevoir des personnes délogées dès à présent et sur une durée minimal de 15 jours... Cela devient de la mise en danger de la vie d'autrui...

Nous avons demandé un droit de réponses et de relogement immédiat ! Une proposition a été faite par les délogées de rencontrer collectivement (réunion collective) un représentant des différents « professionnels » de la rue Beauvau afin d'avoir des possibilités de relogement et des réponses.

Pendant ce temps, nous nous apercevons que le personnel de la rue Beauvau déclarait alors aux autres délogés que le service était momentanément fermé afin que nous ne puissions pas nous unir ! Les délogés étaient invités à revenir Lundi. Certains sont donc sortis afin d'empêcher cela et laisser le libre accès aux délogés qui cherchaient, comme tous, des réponses à cette situation invivable!

Au bout d'une heure, Mme Brun responsable de l'espace Beauvau nous a proposé de rencontrer les Différents responsable des services de la rue Beauvau (sans téléphone portable pour ne pas que nous enregistrions l'entretien..):

Étaient présents :

- Anne RISSIO, responsable du service social du département
- Danièle MADINO, directrice en charge de représenter la SOLIHA à l'espace Beauvau
- Nathalie VOLLO et son adjoint, Directrice de l'espace Beauvau

Ils souhaitaient qu'uniquement quelques représentants des délogés participent à cette « réunion ». Nous avons accepté mais en leur notifiant que nous portions la parole de TOUS délogé.es. Ainsi était représenté : les familles, les personnes seules, les personnes souffrant de maladie, les personnes sans papier, les sinistrés de la rue d'Aubagne et hors rue d'Aubagne...

Lors de cette « réunion » nous avons eu les infos suivantes :

Mme Brun nous a certifié que les demandes des délogées étaient répertoriées et traité au cas par cas et qu'elles étaient transmises aux PC hébergement qui se basait sur les disponibilités des hôtels.

Question posé : Pourquoi les appart'hôtels disponibles ne sont pas demandés à la mairie ?

Mme Brun nous a dis avoir transmis la propositions avec laquelle nous sommes arrivés (10 studios libre en appart'hôtel) au PC hébergement. En fait , nous l'avons su après par Mme Brun, seuls les apparts hôtels qui ont été RÉQUISITIONNÉS ont été appelés par le « PC » ! Aucune autre solution n'avait donc été envisagée pour prendre en charge dignement les personnes délogés... Il y a donc bien des appart'hôtels libres et dispos pour les délogé.es !

Mme RISSIO nous a expliqué qu'un dispositif d'urgence a été mis en place par le département grâce à une aide exceptionnelle accordée le 20 Novembre par le département. Elle invite les délogé.es a se présenter aux assistantes sociales du 2ème étage pour en bénéficier. L'attribution de ces aides dépends des situations individuelles (ce qui confirme qu'il y a bien des écarts selon les situations et même si elles sont similaires...)
- nous avons pointé le fait que beaucoup de délogés n'ont pas entendu parlé de cette aide et n'en n'ont donc pas bénéficier car ils n'ont pas été orienté pour le faire.

La représentante du CCAS nous a confirmé que l'attribution des tickets service se fait pour TOUT le monde.

Pourtant, certains délogés mal orientés n'en n'ont pas encore bénéficié...

La représentante de la SOLIHA nous a dis qu'ils signaient actuellement des BAUX et établissait les conventions d'occupation pour des appartements mais qu'ils avaient du mal à identifier les appartements disponible sur Marseille !. Les conditions d'attributions se feront donc en fonction des situations des personnes : date d'évacuation, état de santé, nombre de personnes dans le foyer... elle nous a aussi indiqué qu'il y aurait maximum 3 propositions de relogements faite par la soliha qui respecterait absolument les critères des délogés (dans le périmètre demandé par le délogé, avec le montant demandé par le délogé.)

Une aide CAF exceptionnelle (sans besoin d'effectuer des démarches) a été attribuée pour les délogées allocataire CAF ayant des enfants de 200 euros par personnes. *

Les informations qui nous ont été données restaient très officielles et théoriques sans pour autant répondre à nos attentes.

Nous voulions rester tant qu'il n'y avait pas de résultats concrets, nous sommes d'ailleurs restés jusqu'à 13h45/14h. Mme BRUN nous a demandé cordialement de leur laisser le week-end pour « réfléchir » et pouvoir apporter du concret pour les personnes les plus vulnérables (malades) dès cet après-midi en transmettant les noms et situations des délogées les plus vulnérables.

Rendez-vous LUNDI à 9heures rue BEAUVAU pour voir les éventuelles avancées... et pourquoi pas présenter un listing d'appart hôtel disponible ?? (Malheureusement pas à nous de le faire alors qu'un service est censé travailler pour cela...)

Au final :

A la fin de la réunion, aucun hôtels n'avaient été réservés... Nous avons donc menacé de rester sur place tant qu'il n'y avait pas de solutions concrètes et nous avons demandé à ce que le PC hébergement soit recontacté et nous propose une solution.

A l'heure actuelle malgré la promesse de logés au moins les personnes malades **rien a été fait**. Les personnes ont passé leur journée dehors car le PC les a trimballé d'hôtel en hôtel en leur promettant de changer pour les ramener dans leur hôtel initial, en chambre simple.

Personne n'a été relogé.